

M. McDermid: C'est absurde.

M. de Jong: Monsieur le Président, j'ai une question à poser à mon collègue et elle porte sur un gazoduc reliant l'île de Vancouver. Sauf erreur, ce fut un des grands enjeux électoraux et le député de Nanaimo-Alberni (M. Schellenberg) avait promis ferme que le gazoduc serait aménagé. Le parti conservateur et le gouvernement de Colombie-Britannique s'étaient engagés à réaliser ce projet.

Le député peut-il nous dire si le gouvernement s'efforce de conclure une entente avec le gouvernement de la province? Croit-il que les habitants de la Colombie-Britannique, surtout les insulaires de l'île de Vancouver, peuvent s'attendre à ce que le gazoduc soit construit dans un proche avenir?

M. Manly: Voilà une très bonne question, monsieur le Président. Si les promesses électorales pouvaient bâtir des pipelines, depuis 19 ans, ce pipe-line aurait été bâti bien des fois. Sauf erreur, les créditistes l'avaient déjà promis en 1966. Par la suite, chaque fois qu'il y a eu des élections, on a promis de le construire et même les créditistes sont mal à l'aise quand la question est soulevée. Comme le député n'est pas en politique depuis très longtemps, il ne se sent pas obligé de rougir de promesses passées. Pourtant, il a fait cette promesse. Je pense que la fin des temps arrivera plus vite que la construction de ce pipe-line.

● (1720)

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat aujourd'hui en dépit du pessimisme qui ressort de la motion à l'étude. Je pense que tous les députés rendraient justice à leurs commettants s'ils abordaient d'une façon constructive ces très importantes questions non seulement ici à la Chambre mais partout ailleurs, des questions qui nous intéressent au plus haut point.

Je suis déçu que l'opposition manque tellement d'objectivité et refuse d'admettre les bonnes nouvelles pourtant nombreuses même si le gouvernement n'est pas au pouvoir depuis très longtemps.

A moins qu'il n'y ait une concertation soutenue entre le gouvernement fédéral, les provinces, les syndicats ouvriers et l'entreprise privée, nous ne réussirons pas à surmonter les difficultés économiques qui nous assaillent. Au rythme de croissance du déficit national, en 1990, la dette publique globale sera l'égal du Produit national brut. A l'heure actuelle, elle équivaut à moins de la moitié du PNB. En dépit du caractère alarmiste des propos tenus par les députés de l'opposition, je pense qu'ils se rendent compte aussi bien que nous que nous devons prendre des mesures importantes dans un esprit de collaboration si nous voulons recréer pour les Canadiens, surtout les jeunes, une conjoncture favorable et un climat de stabilité dont ont bénéficié nos prédécesseurs, ceux qui sont venus avant nous.

Je suis fier que le premier ministre (M. Mulroney) cherche par tous les moyens et avec méthode, à élargir le consensus, à solliciter les bonnes volontés d'un bout à l'autre du pays, comme conditions préalables aux difficiles décisions et aux mesures importantes que le gouvernement pourra prendre pour

Les subsides

instaurer un climat d'optimisme et de confiance dans ce pays dont nous sommes tous fiers.

A l'occasion de l'étude de cette motion plutôt pessimiste, j'espère que le NPD et leurs consorts de l'opposition officielle admettront que depuis septembre dernier, 201,000 nouveaux emplois ont été créés comparativement à seulement 70,000 au cours de la même période, l'année précédente. C'est une nouvelle année et des choses nouvelles se passent. Depuis six mois, le taux d'intérêt bancaire a chuté de 2 p. 100. Actuellement, il est à 9.9 p. 100, seuil qu'il n'a jamais atteint depuis la défaite du gouvernement Trudeau en 1978. Les exportations ont beaucoup augmenté, près de 9 milliards de dollars en mars de cette année. En dépit des cris d'alarme de l'opposition qui voudrait que nous remplissions toutes nos promesses du jour au lendemain, on sent déjà souffler un vent de confiance et naître un nouvel optimisme chez tous les Canadiens.

Je rappelle que les sondages d'opinion publique semblent confirmer que nous avons maintenant un gouvernement déterminé à gérer l'économie, non pas à la diriger. Je fais cette distinction de propos délibéré. Le NPD voudrait nous faire croire que les gouvernements sont les seules institutions capables de bien gérer et de bien diriger l'économie d'un pays simplement puisqu'ils sont les seuls à pouvoir puiser dans le Trésor public. C'est leur politique. Comme le faisait justement remarquer il y a quelque temps, le député de Kootenay-Ouest (M. Brisco) à la Chambre, cette politique a connu au fédéral son apogée dans un gouvernement de coalition, une coalition malheureuse, qui a dirigé le pays entre 1972 et 1975. Quand on songe à ce qui s'est passé en Colombie-Britannique au cours de cette période, on commence à comprendre le dilemme économique dans lequel se trouve le Canada actuellement. J'ajoute qu'à cette époque, le ministre des Finances du Canada était le député qui dirige maintenant l'opposition officielle (M. Turner).

Ce n'est pas que je manque de respect envers ces personnes, mais aujourd'hui les Canadiens ne veulent plus entendre parler de politiques dépassées, du bon vieux temps. Ils veulent qu'on leur parle d'espoir, d'optimisme. Je ne suis donc pas peu fier de pouvoir aujourd'hui, à la Chambre, féliciter notre ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) d'avoir annoncé à la Chambre comme il se doit, cet après-midi, qu'un accord important avait été conclu et que les négociations concernant une entente de développement économique régional avec la Colombie-Britannique avaient donné d'heureux résultats.

Nous avons certes lieu de nous inquiéter du taux de chômage qui règne en Colombie-Britannique, mais je suis très optimiste. Je suis persuadé que grâce à cette entente et l'entente auxiliaire qu'elle comprend, grâce à la collaboration du gouvernement de cette province et des autres gouvernements provinciaux de toute allégeance politique, des dizaines de milliers de nouveaux emplois se créeront d'un bout à l'autre du pays. Je commence à en avoir assez des propos pessimistes que nous entendons. J'imagine que par principe, l'opposition est négative et le gouvernement positif. Mais je crois qu'en tant que Canadiens qui se respectent, nous devrions montrer un sens plus élevé des responsabilités.